

L'Observatoire *la lettre de* OBSERVATOIRE

OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TERRITOIRES DE LOIR-ET-CHER
1, AVENUE DE LA BUTTE - 41000 Blois
TÉL. 02 54 42 39 72 - FAX 02 54 42 42 48 - OBSERVATOIRE-ECONOMIQUE-41@WANADOO.FR

Mai 1999

NUMÉRO 4

Au carrefour des flux d'information du Loir-et-Cher, l'Observatoire inscrit dorénavant son travail dans une démarche de partenariat accru. Cette volonté d'ouverture, d'échange et de concertation s'incarne dans le comité de programmation et de suivi qui rassemble tous les membres de notre association. C'est à cette structure collégiale qu'a incombé la tâche d'élaborer le programme d'actions 1999.

L'Observatoire a choisi comme pierre d'angle le renforcement de son rôle d'instrument de décision et de plate-forme de proposition.

Deux axes de travail illustrent plus particulièrement cet ancrage.

En devenant Point Relais Insee, l'Observatoire enracine plus profondément sa vocation de fournisseur et de diffuseur d'information. En participant à des réflexions d'actualité et d'intérêt général telles celles concernant le schéma des parcs d'activité et les transports collectifs en Loir-et-Cher, il contribue à l'élaboration de programmes d'actions décisifs.

Les travaux de l'Observatoire, au premier rang desquels figurent les études qu'il réalise, ne se veulent pas de simples documents didactiques restant confinés à un petit cercle d'expertise. Ils cherchent à revêtir un caractère plus directement opérationnel destiné à aider les acteurs politiques et institutionnels à prendre leurs décisions en toute connaissance des réalités socio-économiques du département.

En application de la charte de partenariat entre le Conseil Général et les chambres consulaires, l'Observatoire travaille ainsi à l'établissement du diagnostic du territoire après qu'aient été consultés les syndicats de Pays et d'agglomération. Et les analyses et études consacrées à l'insertion par l'économie, à la chasse en Sologne et à la déprise agricole en Loir-et-Cher sont autant de réflexions aidant à ces prises de décision.

Nous voulons être à votre service, utilisez-nous !

Michel EIMER
Président



L'INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE : UN BILAN 1995-1998 ENCOURAGEANT

Réalisé en parallèle au colloque Economie et Insertion organisé en avril par Inseréco 41, collectif départemental des organismes d'insertion par l'économie, ce numéro de Chronic Echo présente les grandes évolutions qu'a connues entre 1995 et 1998 cette activité essentielle dans la lutte contre les exclusions.

L'examen des données révèle la diminution du nombre des salariés employés par les structures d'insertion, ainsi que celui des salariés en insertion (1 788 en 1998). Cette tendance est à imputer aux difficultés financières auxquelles ont été confrontés plusieurs de ces organismes en 1998. Néanmoins, en équivalents temps plein, le nombre de personnes ayant bénéficié d'un parcours d'insertion en 1998 (213) est légèrement supérieur à celui de 1995 (187).

Par ailleurs, depuis quatre ans, la part des moins de 25 ans a été réduite de moitié et celle des plus de 50 ans multipliée par trois. Le niveau de formation des personnes en insertion est de plus en plus faible, les deux tiers d'entre elles ayant interrompu leur scolarité en classe de troisième.

Les contrats de travail proposés sont majoritairement des contrats aidés, les salariés recevant des formations appropriées, notamment en matière de remise à niveau.

Après une progression régulière, le nombre d'heures collectées par les associations intermédiaires s'est stabilisé (228 870 en 1998). Les emplois de maison sont les plus proposés, suivis par les travaux de bricolage et d'entretien. Les principaux clients demeurent les particuliers, même si le nombre des heures

offertes par les entreprises est en hausse.

Le bilan de ces quatre dernières années, très encourageant, fait apparaître le retour à l'emploi de 1 234 salariés, dont environ 30 % sur un poste permanent.

L'insertion par l'économie en Loir-et-Cher : des résultats probants – Bilan 1995-1998, Chronic Echo n°25, avril 1999, 6 p.

LA CHASSE, UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE POIDS

La réflexion entamée par l'Observatoire sur la chasse en Sologne est achevée. Cette étude en restitue les éléments d'analyse et les conclusions.

La forte présence de chasseurs en Loir-et-Cher, et plus particulièrement en Sologne, draine des flux financiers conséquents qui profitent directement ou indirectement à l'ensemble de l'économie locale. Ceux-ci sont évalués à au moins 440 millions de francs.

Pour cerner plus précisément ces retombées, l'Observatoire a notamment réalisé plusieurs enquêtes auprès des chasseurs, qu'ils habitent ou non le département, des différents secteurs d'activité et des élus, complétées par de nombreux entretiens avec les acteurs de terrain.

Cette étude dresse dans un premier temps un tableau de la chasse en Loir-et-Cher, l'un des tous premiers départements cynégétiques français, et caractérise les profils des chasseurs loir-et-chériens, au regard du budget qu'ils consacrent à cette activité et de la pratique qu'ils en ont.

Le second volet de ce travail est consacré à l'appréhension du poids économique de cette activité en Sologne du Loir-et-Cher, tant au niveau des retombées directes et

indirectes qu'au plan des répercussions de la chasse sur l'emploi. Plus de 1 200 établissements ont été enquêtés dans ce cadre. L'existence de nombreux domaines d'activité est en effet subordonnée, à des degrés divers, à cette pratique cynégétique, qui générerait plus d'un millier d'emplois, soit l'équivalent du regroupement métallurgie-travail des métaux, second secteur du périmètre industriel solognot.

La chasse en Loir-et-Cher et ses retombées économiques en Sologne
A paraître

DEPRISE AGRICOLE, UN PHÉNOMÈNE CONTRASTÉ EN LOIR-ET-CHER

La déprise agricole, qui peut se définir comme l'abandon de terres jusqu'alors utilisées à des fins agricoles, est un phénomène qui affecte de nombreux territoires de Loir-et-Cher. Elle se traduit essentiellement sous forme de friches ou de boisements spontanés.

L'Observatoire, à travers cette étude réalisée en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, mesure l'ampleur et l'évolution de ce phénomène en Loir-et-Cher, ainsi que son impact sur l'économie locale et l'équilibre environnemental.

Cette analyse repose sur une enquête menée auprès de l'ensemble des maires du département pour recueillir leur sentiment sur la question et sur la consultation de nombreux experts agricoles. Elle s'appuie également sur différentes études réalisées par la Chambre d'Agriculture.

Au-delà du simple état des lieux, l'Observatoire examine en profondeur les causes et les conséquences de la déprise agricole. Il existe en effet non pas une mais des déprises dont les facteurs qui les génèrent et les stades d'évolution diffèrent selon les secteurs géographiques.

Le devenir des territoires touchés par la déprise est au centre des préoccupations de cette étude, qui met en lumière les principaux outils ou dispositifs déjà mis en œuvre et propose des pistes d'action pour enrayer ce phénomène ou en limiter les effets.

La déprise agricole en Loir-et-Cher
A paraître

DERNIÈRES PARUTIONS

CHRONIC ECHO

Cette publication de vulgarisation permet à l'Observatoire de se faire l'écho, le plus souvent en 4 pages, des études d'autres organismes ou de présenter un condensé de ses propres travaux.

Les chiffres clés de l'insertion par l'économie dans le Loir-et-Cher en 1997, n° 24, janvier 1999

L'insertion par l'économie en Loir-et-Cher : des résultats probants – Bilan 1995-1998, n° 25, avril 1999

La chasse en Loir-et-Cher et ses retombées économiques en Sologne, n° 26, mai 1999

INDICATEUR ECO

Ce tableau de bord trimestriel présente en 8 pages un bilan de conjoncture, synthèse de séries statistiques diverses et d'une enquête réalisée auprès d'une centaine d'établissements.

Maintien de l'activité, n° 9, juillet-août-septembre 1998

L'activité a atteint un palier à la fin de l'année, n° 10, octobre-novembre-décembre 1998

LE LOIR-ET-CHER EN CHIFFRES, ÉDITION 1999, MAI 1999

EN CHANTIER

● L'Observatoire réalise actuellement une étude sur les problèmes de recrutement des entreprises, et plus largement sur l'adéquation entre offre et demande d'emploi au niveau local. De nombreuses entreprises se trouvent en effet confrontées à des pénuries de main d'œuvre ou rencontrent des difficultés lorsqu'elles cherchent à pourvoir certains postes. Cette étude repose sur une très large consultation des entreprises des secteurs les plus concernés. L'exploitation des données recueillies auprès de quelque 180 entreprises interrogées est déjà achevée.

Un groupe technique rassemblant des institutions et organismes concernés par cette question a été mis sur pied. Validant chaque étape de cette étude, il s'est également donné pour objectif de proposer la mise en place d'actions en profondeur destinées à remédier à ces dysfonctionnements préjudiciables à la compétitivité des entreprises et dont les répercussions sur la société sont lourdes de conséquences.

● L'Observatoire mène depuis quelque temps une analyse d'envergure sur les territoires pour mettre en lumière les grandes évolutions socio-économiques en œuvre dans le département. Elle repose sur l'appréhension de quatre thèmes majeurs : dynamique démographique, aspects sociaux, dynamique économique, équipements. Des synthèses ont été réalisées pour faciliter la compréhension des phénomènes étudiés, tandis qu'un éclairage particulier était donné aux pôles qui structurent le territoire départemental. Cette analyse est progressivement enrichie par d'autres éléments : données sur les communes limitrophes obtenues auprès des départements voisins, informations issues de l'inventaire communal 1998, prise en compte des aspects environnementaux, étude des zones d'activités au regard de leur importance au plan de l'aménagement du territoire, etc.

● L'édition 1999 du Bilan Economique et Social du Loir-et-Cher paraîtra en juin prochain. Ce document brosse le portrait du paysage économique du département en 1998 en quelques grands thèmes (population, aspects sociaux, vie des entreprises, travail, indicateur de l'activité économique).

EN BREF

● L'Observatoire participe à différents groupes de réflexions constitués autour du schéma départemental des espaces naturels et ruraux (aux côtés de la DDAF et de la Direction régionale de l'environnement), des transports collectifs (aux côtés de l'État, du Conseil Général et de la DDE), des zonages européens (aux côtés de l'État, du Conseil Général et des chambres consulaires) et du schéma départemental des parcs d'activités (aux côtés du Conseil Général et des chambres consulaires).

● Le Comité de suivi s'est réuni le 18 mai dernier pour examiner les travaux que l'Observatoire a consacrés aux difficultés de recrutement des entreprises, à la déprise agricole et à la chasse.

● Plusieurs interventions ayant permis de présenter les bassins d'emploi de Romorantin-Lanthenay et de Vendôme à des demandeurs d'emploi sont à porter au crédit de l'Observatoire. Elles se sont déroulées devant le public de l'AFEC, structure spécialisée dans l'insertion professionnelle et la qualification des salariés. Des bénévoles du Secours Catholique ont également été sensibilisés à leur environnement économique.